

forum de l'autogestion

Marle : Apprendre l'irrespect et la convivialité

« Marle, cité accueillante, parking facile, son église, ses remparts, sa piscine » : c'est ce qu'on lit en descendant vers la vallée de la Serre, entre Thiérocche et Laonnais. Avec ses 3 000 habitants, la petite ville de l'Aisne est surtout une enclave industrielle dans une vaste région agricole, où régnet, au centre de leurs grandes exploitations, les céréaliers-betteraviers, véritables seigneurs de la terre. Plusieurs usines souvent liées à l'agriculture, mais pas de tradition ouvrière de lutte. Rien qui prédisposât les Marlois à placer des militants autogestionnaires à la mairie.



La victoire est venue d'un travail militant régulier. Un journal, *TS Marle*, sert de haut-parleur depuis cinq ans à toutes les critiques, toutes les propositions allant dans le sens du contrôle populaire. « *Notre TS à nous*, explique son directeur-rédacteur en chef-maquettiste-secrétaire-typographe-imprimeur-routeur-distributeur, Yves Daudigny, *part de la vie quotidienne des Marlois, emploie un langage simple, le langage PSU bien sûr, mais décodé, lisible par les travailleurs. Les gens de droite ne veulent pas s'abonner pour ne pas nous subventionner, ils se cachent pour le lire.* »

Le budget : un travail collectif

Le PSU s'est ainsi trouvé au centre de la vie politique. C'est avec ses militants qu'on vient s'interroger sur la gestion municipale de la droite, chez eux que les salariés agricoles débarquent clandestinement... s'enquérir du moyen d'obliger leurs patrons à appliquer les conventions collectives.

Que le PSU soit présent dans la bataille municipale allait de soi. Pour regrouper les nombreux sympathisants, syndicalistes notamment, on crée un comité d'action de gauche. Les profs du CES et l'intersyndicale CGT-CFDT en forment l'ossature. Le groupe, trente à quarante militants, se réunit tous les mois. Il sert toujours de relais entre la population et les élus : à côté des dix autogestionnaires, 4 PS, 2 PC. 5 conseillers de droite. Cette fois, l'action militante et les résultats électoraux font bon ménage.

La préparation du budget est une bonne leçon de démocratie locale. Vocabulaire pour initiés, langage aride, affaire de spécialistes, régal des comptables, dira-t-on ? Sans doute un minimum de connaissance est-il nécessaire. On se forme, on informe. Pour les douze commissions, naturellement ouvertes à tous, c'est un temps fort

A Marle entre Thiérocche et Laonnais, dans l'Aisne l'autogestion est devenue la pédagogie du quotidien.

du travail, la nécessité d'accélérer le débat.

Les implications financières partout présentes exigent des synthèses réalisées collectivement, par petits groupes. Les commissions ou leurs délégués se réunissent ensuite en commun. Le débat permet de faire jaillir les préoccupations essentielles. De la détermination des besoins, on passe au classement des priorités. La parole est pour un temps aux spécialistes, professionnels ou non. On chiffre les dépenses et surtout les recettes nécessaires.

Etape suivante, avec un maximum de participants : quelle augmentation des impôts ? Eventuellement, comment compresser les dépenses ? Choix difficile dans un pays où les collectivités locales sont asphyxiées par l'Etat. Pourtant, plus les Marlois seront nombreux à penser en commun sur la vie locale, moins le carcan centraliste résistera.

Les commissions sont nombreuses, donc à effectifs réduits. Certes, les militants politiques, beaux parleurs, conservent encore dans les assemblées générales un rôle moteur : ces inégalités-là ne sont pas prêtes à s'estomper ! Du moins les militants en ont-ils conscience et tentent-ils, favorisés par la taille modeste de la ville, de donner la parole à ceux qui ne l'ont nulle part.

Même préoccupation dans les huit quartiers. Des délégués de quartiers — une vingtaine —, assurent un autre type de relations avec tous ceux qui sont encore trop extérieurs à la vie communale. Tous extérieurs au conseil municipal, les délégués sont surtout les relais d'une information ascendante et descendante.

AIR 13, créée par les militants du comité d'action de gauche, alimentée par leurs indemnités d'élus, doit s'efforcer d'intégrer les plus démunis, notamment les personnes âgées, à la communauté locale. AIR 13, ça signifie « Association d'intervention rapide pour le 1^e et le 3^e âge ». Pour les aînés, aide et soutien sous toutes ses formes : bêcher un jardin, déménager, régler des formalités, transporter à une fête, participer à la démocratie municipale... Pour les jeunes, assurer la garde des enfants le soir. Des animateurs bénévoles, des délégués de quartiers font connaître AIR 13, ouvrant une première brèche dans un individualisme écrasant.

La collectivité locale devenue communauté conviviale ? Nous n'en sommes pas là, mais la réflexion progresse quant à l'insertion des couches sociales exclues.

Casser la hiérarchie

Gestion, tout cela ? Gestion, la volonté de « casser » la hiérarchie des employés municipaux comme on « casse » la séparation entre les élus et les autres ? « Leur apprendre l'irrespect, il faut leur apprendre l'irrespect » répète

Pierre Touron à la sortie de la réunion hebdomadaire des ouvriers municipaux. Pas de contremaître, une heure de réunion toutes les semaines sur le temps de travail. Bordure de trottoir, réfection de la chaussée, utilisation de la 4 L municipale, réparation des bâtiments : on discute, on établit des priorités, on tente d'enrichir le travail, on planifie. C'est encore partiel, mais la cascade de mépris liée à la fonction, au titre, au diplôme s'estompe dans une maison où les élus, la population et les employés se côtoient sans cesse.

A preuve la première réunion du conseil municipal. Avant 1977, c'était le désert autour du quorum péniblement atteint. Dès la première réunion du nouveau conseil, on quitte la salle habituelle, exiguë et inadaptée, pour une autre. Plus d'une centaine de spectateurs ! Spectateurs ? C'est trop peu dire. Sans que rien ne soit encore décidé à ce sujet, l'assistance intervient dans le débat. Pas besoin de décréter, les « *spectateurs* » ont spontanément pris la parole. Qu'ils la gardent !

Christophe WARGNY □

AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

A peine installés, les autogestionnaires sont confrontés à cette promesse-là. Les travailleurs de la Sertiru, entreprise de nettoyage, se mettent en grève illimitée. Le patron menace de fermer l'entreprise. « *Un chantage qui manque d'originalité* » rétorque la municipalité, qui apporte son soutien aux grévistes. La droite, pourtant responsable de la privatisation de ce service, croit démontrer l'irresponsabilité municipale. Jamais ses partisans n'ont eu autant de détritrus à entasser sur les trottoirs ! Un notable du PS propose d'utiliser les chômeurs pour remplacer les éboueurs défailants !

Pour le comité d'action de gauche qui soutient l'intersyndicale, il faut aider les habitants et expliquer. Les délégués de quartier s'y emploient et pourvoient aux urgences. Après trois semaines, la grève est victorieuse...